

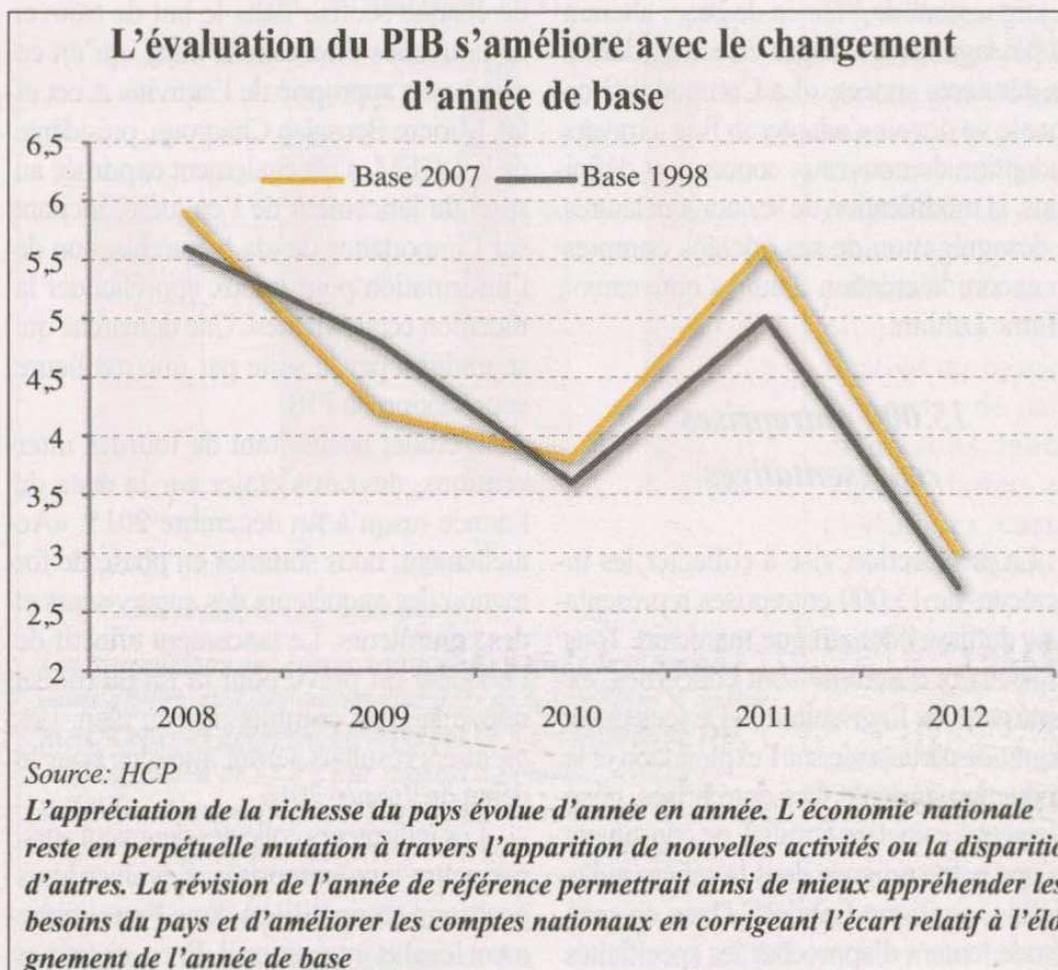


# La réévaluation du PIB pour relancer l'économie

• Une enquête menée conjointement avec le HCP et la CGEM

• L'année de référence change: 2014 au lieu de 2007

L'ÉCONOMIE marocaine se prépare à une étape cruciale de son évolution. Le virage sera enclenché par le HCP et la CGEM à travers une enquête de grande envergure qui passera au peigne fin l'ensemble des indicateurs économiques. En effet, dans un contexte d'ouverture économique assorti d'une accélération des consommations et de changement des comportements, une mise au point objective des indicateurs socioéconomiques s'impose. Une volonté qui entre dans le cadre de l'engagement du Maroc, vis-à-vis de l'ONU et du FMI, à renouveler, tous les cinq ans, l'année de base des Comptes de la Nation. Les autorités devraient également s'enga-



ger à fournir des statistiques conformes aux normes internationales. D'où la nécessité de l'établissement d'une nouvelle année de base 2014. «Nous devons effectuer ce passage en 2012, mais le retard est imputable à la préparation de plusieurs enquêtes dont le grand recensement national», explique Ahmed Lahlimi Alami, Haut commissaire au plan. Le changement se révèle également d'ordre méthodologique. Afin d'introduire les innovations recommandées par le système de comptabilité nationale des Nations unies, les autorités locales devraient reconstituer une nouvelle série des comptes différente de l'ancienne.

L'enjeu derrière le lancement de «l'Enquête nationale sur les structures économiques 2015» est d'actualiser un grand nombre de données en intégrant les mutations qu'ont connues les structures économiques au Maroc au cours de ces dernières années. L'enquête rappelle l'étude effectuée en 2007 pour le changement d'année de base de 1998. Le résultat en était plus



## ECONOMIE

# La réévaluation du PIB pour relancer l'économie

qu'avantageux. Le PIB de l'année 2007, grâce à la nouvelle nomenclature, s'élevait à 647,5 milliards au lieu de 616,2 milliards de DH suivant la base de 1998. Ce qui représente une révision à la hausse de 5,1%.

Cette année, la réévaluation de l'ensemble des agrégats économiques seront fournis lors de la sortie des comptes au mois de juin 2015.

Le HCP se tient, entre autres, garant de l'exhaustivité, la fiabilité et la pertinence de l'information remontée. Cette phase de transition, relative aux besoins issus du développement économique et social, remettent en question la capacité de la comptabilité à intégrer, dans ses comptes, les dimensions technologiques, managériales et sociétales inexistantes jusqu'à lors. La comptabilité, telle qu'elle est établie selon le Plan comptable général, apporte en effet peu, voire pas de réponses à toutes les questions posées par la Comptabilité nationale. Il est fort possible que des erreurs se soient glissées dans les comptes, suite à

l'éloignement de l'année de base, altérant au passage les arbitrages effectués durant les dernières années. «La Comptabilité nationale va devoir s'adapter in fine à travers l'adoption de nouveaux concepts et définitions, la modification de ses nomenclatures, la désagrégation de ses anciens comptes ou encore la création d'autres nouveaux», affirme Lahlimi.

## 15.000 entreprises représentatives

La prospection vise à collecter les indicateurs de 15.000 entreprises représentatives du tissu économique marocain. Tous les secteurs d'activité sont concernés, excepté celui de l'agriculture. «Le secteur est en grande partie axée sur l'exploitation et la production agricole. Les entreprises, généralement à caractère familial, ne constituent qu'une petite poignée dans la sphère industrielle», souligne Lahlimi. Dans ce sens, l'étude tentera d'approcher les spécificités

de chaque secteur dans le but de trouver de nouvelles orientations ainsi qu'un cadre plus approprié de l'activité. A cet effet, Miriem Bensalah Chaqroun, présidente de la CGEM, s'est également exprimée au sujet du lancement de l'enquête, incitant sur l'importance de «la hiérarchisation de l'information pour mieux appréhender la mutation économique». Une démarche qui se traduira par la suite par une meilleure appréciation du PIB.

L'étude, nécessitant de lourdes interventions, devrait s'étaler sur le reste de l'année jusqu'à fin décembre 2015. «Actuellement, nous sommes en phase de formation des enquêteurs des superviseurs et des contrôleurs. Le lancement effectif de l'enquête est prévu pour la fin du mois», relève le Haut commissaire au plan. Les premiers résultats seront attendus pour le début de l'année 2016.

Les indicateurs collectés devraient aussi permettre aux entreprises d'évaluer leurs positions compétitives dans l'environnement local et international. Et ce, en termes

de coût et de productivité des facteurs ainsi qu'en termes de création de valeur ajoutée. Les questions adressées aux différents acteurs devront traiter d'un ensemble de thématiques. La spécificité de chaque secteur sera évidemment prise en considération. Les principaux thèmes concernent entre autres les frais des entreprises, le niveau d'investissement, le coût de l'énergie, les mesures de sauvegarde de l'environnement mais également le capital humain.

L'enquête veillera ainsi à mettre en avant des éléments invisibles auparavant. A l'image du capital incorporel, qui représente 4 à 5% de la richesse du pays et qui figure parmi les prérogatives des grandes institutions. Le contour des actifs produits sera ainsi élargi à l'innovation en apportant une information précise sur les dépenses liées aux brevets ainsi qu'à la recherche et développement. □

A. Lo & A. I. L.

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com